

# Les comptes de l'agriculture dans la Manche



# Ça s'est passé en 2018

## Une météo à contresens

2018 restera dans les mémoires comme une année record en matière de météo : l'année la plus chaude depuis qu'existent les enregistrements. Cela s'est traduit par un calendrier des récoltes avancé d'un mois en Normandie mais aussi par une baisse des rendements en grandes cultures et une année herbagère compliquée. 2018 a aussi été une année marquée en Normandie par de fortes inondations au printemps ! Ainsi, le climat s'invite de plus en plus souvent dans les causes de la volatilité du revenu agricole qui continue à s'accroître et fragilise les exploitations agricoles.

## Ralentissement de la croissance chinoise

Après des progressions à deux chiffres des années 1980 à 2010, le produit intérieur brut chinois n'aurait progressé que de 6,6 % en 2018, selon les chiffres du gouvernement chinois. Dans le même temps, les exportations agroalimentaires de l'UE vers la Chine, son 2<sup>e</sup> marché d'exportation, enregistrent une baisse de 622 millions d'euros, soit environ - 4 %. Si la croissance chinoise est à son rythme le plus bas depuis près de 30 ans, elle représente néanmoins près du tiers de la croissance mondiale.

La négociation commerciale que mène l'administration Trump avec le gouvernement chinois aura un impact fort sur la santé de l'économie chinoise en 2019.

## Le Brexit dans toutes les têtes

Le Brexit a mobilisé de très nombreuses forces de part et d'autre de la Manche. Ce dossier prioritaire pour l'Union Européenne, aujourd'hui non réglé et dont l'issue brutale semble de plus en plus probable, a ralenti bon nombre de dossiers européens comme la négociation de la future PAC et réduit la visibilité des évolutions dans le domaine commercial comme la ratification des accords avec le Canada et le Japon.

## Future PAC :

### Davantage de questions que de réponses

C'est en juin 2018 que la Commission européenne a formalisé via des propositions législatives le futur de l'Union Européenne à 27 pour la période 2021-2027. Un cadre financier pluriannuel a été proposé avant l'été, assorti de proposition de politiques sectorielles. Selon ces documents, la future PAC sera dotée d'un budget plus réduit, notamment le second pilier qui nécessitera une augmentation substantielle des cofinancements nationaux. Cette future PAC s'annonce poursuivre les tendances passées en allant vers davantage de subsidiarité dans la mise en œuvre par les Etats à qui l'UE demande des résultats.

## États généraux de l'alimentation :

### la loi a été adoptée

Démarrés en septembre 2017, les États Généraux de l'alimentation ont trouvé leur traduction concrète dans la loi «Agriculture et alimentation» promulguée le 30 octobre 2018. De nombreux points de mise en œuvre doivent être précisés par des ordonnances dont les délais de publication s'étalent de 4 à 12 mois à compter de la promulgation de la loi. Parmi les mesures phares, on retiendra la séparation du conseil et de vente en matière de produits phytosanitaires, la hausse à 10% du seuil de revente à perte de la distribution sur les produits alimentaires, l'encadrement des promotions et la prise en compte des coûts de production agricoles dans les négociations annuelles avec la distribution.

## Une agriculture normande qui investit pour l'avenir

2018 a été l'occasion pour la Région Normandie de faire un point sur les dispositifs d'accompagnement des agriculteurs normands depuis 2014, année où les Régions sont devenues autorité de gestion pour les budgets FEADER. Dans un contexte difficile pour l'agriculture normande, on retiendra que ce sont 2 100 dossiers d'investissements PCAE (une exploitation sur 10) qui ont été accompagnés avec 120 M€ d'aides (dont 70,5 M€ de l'Union Européenne, 28,3 M€ de la Région, 16,1 M€ de l'État, 2,2 M€ des Agences de l'eau et 2,2 M € des conseils départementaux). Il faut ajouter 144 dossiers en filière équine pour 2,2 M€, 280 dossiers de transformation à la ferme pour 12,4 M€, et 60 dossiers pour les entreprises agroalimentaires pour un montant de 9,8 M€.

## Le glyphosate dans tous les esprits

Cette molécule qui entre dans la composition de plus de 178 produits phytosanitaires autorisés en France a obtenu fin novembre 2017 une autorisation prolongée de 5 années supplémentaires à l'échelle européenne. La France a choisi de réduire cette période de prolongation à 3 ans sans toutefois l'inscrire dans la loi Alimentation.

Les prises de positions et les débats se sont cristallisés autour de ce produit, contribuant à «l'agribashing» de plus en plus marqué auquel l'agriculture et les agriculteurs font face.

# Sommaire

	Page
Ferme Manche : 1,1 milliard de chiffre d'affaires	<b>3</b>
Lait : le prix du lait stabilisé en 2018	<b>4</b>
Lait : hausse continue de la collecte manchoise	<b>5</b>
Bovins : érosion des prix et hausse des abattages	<b>6</b>
Porcs : chute des prix	<b>7</b>
Céréales : retour à de bons prix	<b>8</b>
Consommations intermédiaires : les charges repartent à la hausse	<b>9</b>
Autres charges : les investissements bâtiment repartent	<b>10</b>
Aides directes : des aides en recul	<b>11</b>
Revenu départemental 2018 : proche du niveau 2017	<b>12</b>
Revenus en Normandie : pas d'évolutions majeures	<b>13</b>
Tableau des comptes départementaux 2018	<b>14</b>

## Ferme Manche :

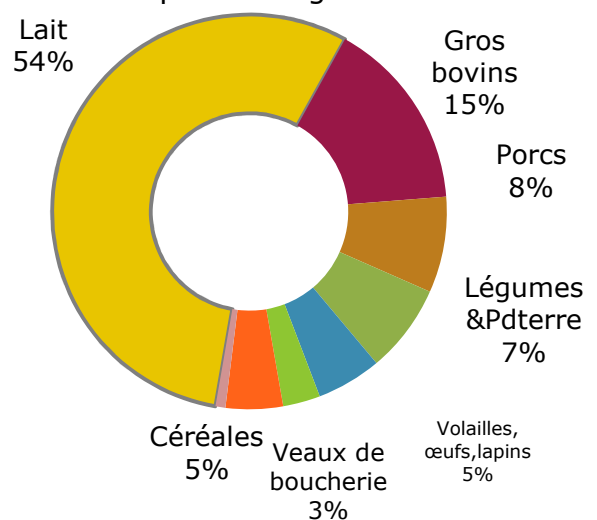
### 1,1 milliard de chiffre d'affaires

**Le chiffre (1,1 milliard d'euros) des ventes de produits agricoles** réalisé par l'ensemble des exploitations agricoles de la Manche a augmenté de 3 % en 2018, après avoir augmenté de 9% en 2017.

Les ventes de lait représentent la première ressource avec 54 % des ventes totales. Depuis la fin des quotas laitiers, la Manche affirme de plus en plus sa spécialisation laitière. Ce ratio n'était que de 46% en 2012.

La Manche est le département normand avec le chiffre d'affaires le plus élevé. Sur le même critère, il était le 12<sup>ème</sup> département français en 2017.

Ferme Manche:  
Ventes de produits agricoles 2018



source : Chambres d'agriculture de Normandie



# Lait

## Le prix stabilisé en 2018

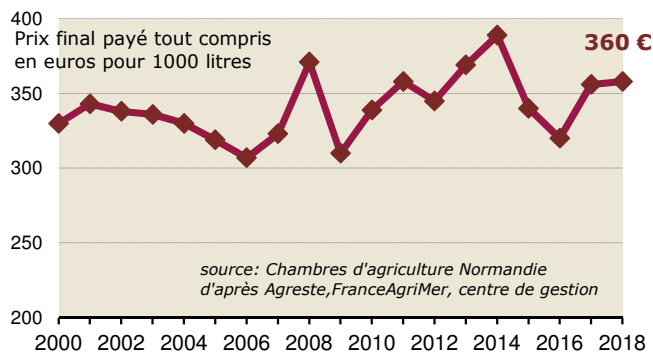
Dans la Manche, le prix du lait a augmenté de **0,5 %** en moyenne annuelle, après une hausse de 11 % en 2017 et après un recul cumulé de 18 % en 2015 et 2016. Il a atteint en moyenne, 360 euros/1000 litres, avec un recul des taux de 0,30 gramme par litre tant en matière grasse qu'en matière protéique.

La hausse des prix a eu lieu en début d'année avant de se stabiliser les derniers mois :

- 1<sup>er</sup> trimestre : + 2 %
- 2<sup>ème</sup> trimestre : + 0,5 %
- 3<sup>ème</sup> trimestre : - 2 %
- 4<sup>ème</sup> trimestre : + 0 %

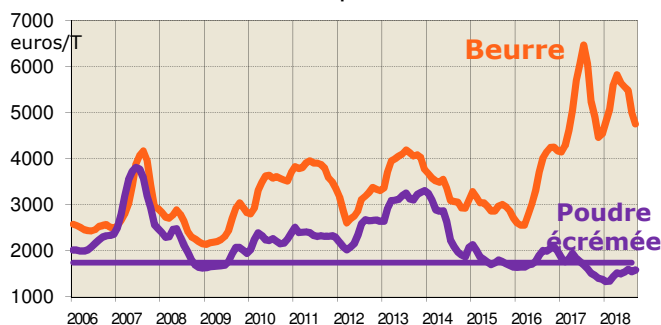
Selon les laiteries, cette hausse des prix s'est étagée de - 1 à + 3 % (source L'Éleveur Laitier). Les prix du lait bio ont reculé de 1 % en 2018, pour être proches de 464 €/1000 litres. Le volume collecté en bio en Normandie a progressé de 19 %.

Prix du lait dans la Manche



Tendance 2019 : Les prix annoncés par les laiteries au 1<sup>er</sup> trimestre sont stables ou en légère hausse par rapport au début 2018.

Cotations beurre et poudre écrémée



Les prix du beurre et des poudres continuent de connaître des évolutions divergentes.

Le prix du beurre est resté à un niveau élevé en 2018, avant de céder du terrain en fin d'année. Il demeure début 2019 à un niveau de 4 500 €/tonne.

Pendant ce temps, les cotations de la poudre de lait ont évolué à des niveaux très bas tout au long de 2018. La situation s'est débloquée à l'automne, quand l'Union Européenne a trouvé acheteur pour liquider ses stocks. Les prix se sont alors redressés au niveau du prix d'intervention.

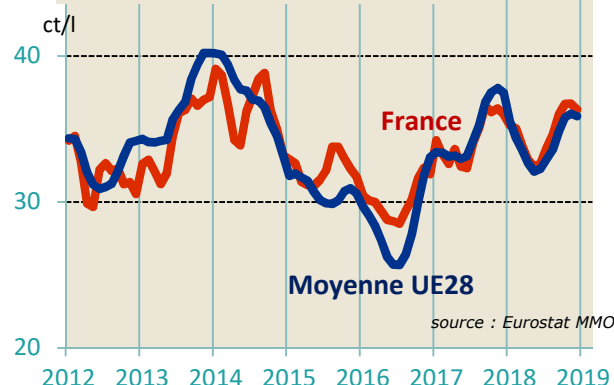
### Les prix du lait payés aux éleveurs ont suivi une évolution proche partout en Europe en 2018.

Le prix français a augmenté de 1%, alors que le prix moyen européen a reculé de 2%.

En début d'année, sous la pression de la hausse de la collecte en Europe, les prix se sont effrités. La sécheresse estivale dans plusieurs pays européens a freiné la production à partir d'août, ce qui a permis un redressement des prix en fin d'année.

Tendance 2019 : les prix européens de fin 2018 montrent un effritement. L'orientation de la collecte européenne donnera le ton du reste de l'année.

Prix du lait Europe & France



# Lait

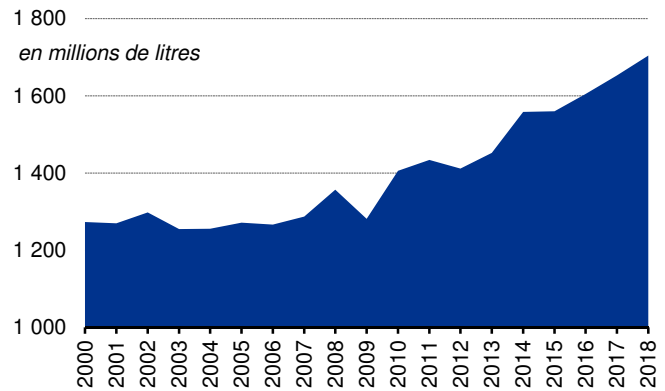
## Hausse continue de la collecte manchoise

**Le volume de lait produit dans le département aurait augmenté de 3 %** (chiffres provisoires de l'enquête laitière) en 2018, à 1,7 milliard de litres, après une hausse de 3 % elle aussi en 2017.

La Manche réaffirme sa spécialisation laitière par rapport aux autres départements normands qui voient leur production de lait stagner de - 1 % à + 1 %. Depuis 2013, la Manche a dépassé son record historique de 1,47 milliard de litres établi à l'instauration des quotas en 2006, la production laitière de la Manche a augmenté de 35 %. Cela lui permet de conserver sa deuxième place des livraisons de lait des départements français, derrière l'Ille et Vilaine.

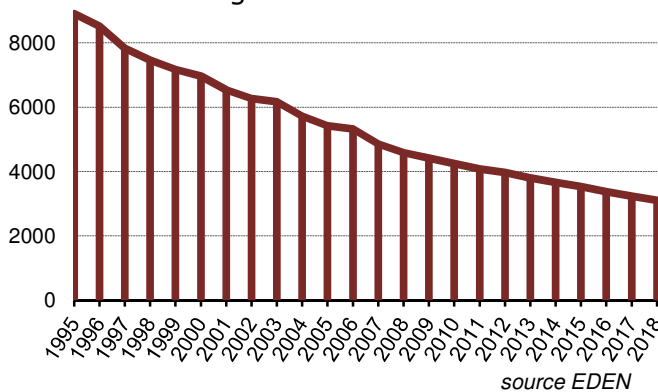
La collecte France entière reste stable en 2018 et la collecte européenne a augmenté de 1 % sur l'année 2018.

Volumes de lait collectés dans la Manche



### 3 100 élevages laitiers

Nombre d'élevages laitiers manchois

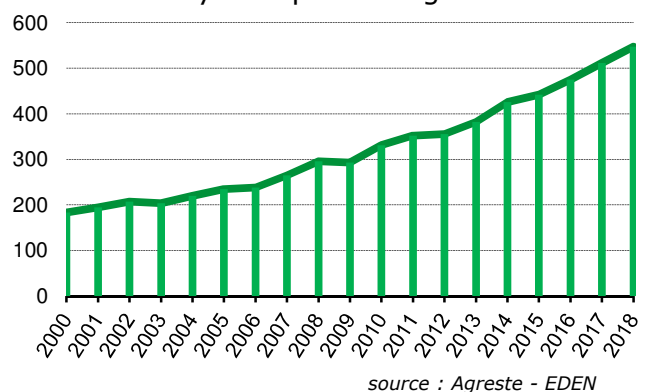


Le nombre d'élevages laitiers s'est établi à 3 100 fin 2018. Il reste le deuxième effectif d'élevages laitiers derrière l'Ille-et-Vilaine.

Le rythme de diminution du nombre d'élevages laitiers a été soutenu en 2018 : il s'établit entre le début et la fin d'année à 110 élevages, soit -3,5 % de l'effectif de l'année précédente. Pour l'ensemble de la Normandie, ce taux est comparable à 3,2 %. Cette baisse du nombre d'élevages laitiers reste élevée comparée aux autres productions agricoles.

### 548 000 litres par an

Livraison moyenne par élevage



En 2018, la livraison annuelle moyenne des élevages manchois s'est élevée à 548 000 litres (+36 000 litres en un an).

Le troupeau de vaches laitières du département s'est agrandi de 2 000 animaux fin décembre 2018. La taille moyenne des troupeaux progresse rapidement pour atteindre 80 vaches laitières en décembre 2018. Le lait vendu par vache a progressé de 170 kilos par vache cette année.

Début 2019, 282 élevages manchois (+16) étaient équipés d'un robot de traite. La traite est aujourd'hui robotisée dans 9 % des élevages manchois.

# Bovins

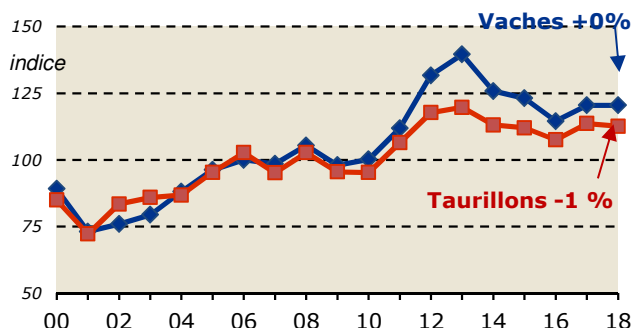
## Erosion des prix et hausse des abattages

Le prix de vente des gros bovins a reculé de 0,7 % en 2018. Les prix se sont maintenus en vaches et en bœufs et un peu érodés en Jeunes Bovins mâles et génisses : -1 % tous deux.

Tendance 2019 : les premières semaines de 2019 ont vu les cotations françaises démarrer l'année à un niveau identique à 2018 pour les vaches mais en retrait de 3 % pour les JB.

Les prévisions 2019 de l'Institut de l'Élevage montrent un retrait probable des abattages, notamment de laitières, ce qui devrait soutenir les prix de marché.

Prix des bovins dans la Manche



Source : Chambres d'agriculture Normandie d'après FranceAgriMer

Production bovine dans la Manche (nombre de têtes)	2017	2018
Vaches allaitantes	16 200	17 130
Vaches laitières	62 100	64 500
Bœufs	16 600	15 800
Taurillons	44 700	43 700
Génisses de boucherie	10 600	11 100
Taureaux	1 600	1 600
<b>TOTAL GROS BOVINS</b>	<b>151 800</b>	<b>153 900</b>

Les volumes de viande bovine produits dans le département ont progressé en 2018 de 2 100 têtes pour atteindre 153 900 gros bovins. Le recul a été marqué en bœufs (- 5 %) et jeunes bovins mâles (- 2%) prolongement d'une tendance que l'on constate depuis plusieurs années. Alors que le nombre de vaches de réforme a progressé de 5 %, tout comme les génisses.

L'ensemble du troupeau bovin au 31 décembre 2018 atteignait 757 000 animaux, en recul de 3 000 têtes sur l'année précédente, notamment à cause de la baisse de l'effectif de génisses de 2 à 3 ans et de mâles de 1 à 2 ans. La Manche détient le troupeau bovin le plus important des départements français, devant l'Ille et Vilaine.

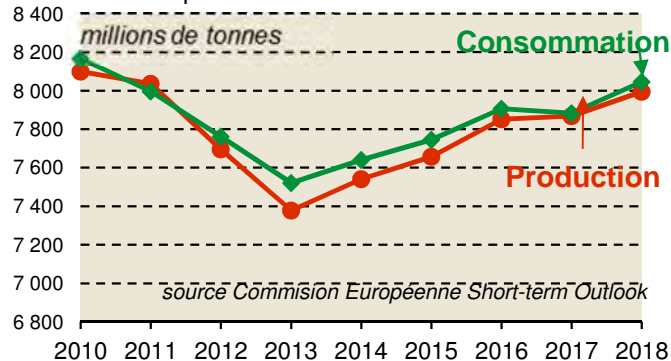
Ces bovins sont élevés dans 6165 élevages fin 2018 (-250 en un an).

Source : EDEN

A l'échelle du marché européen, les abattages ont progressé de 2 % en 2018. Hausse causée par l'afflux de réformes laitières, suite à la sécheresse qu'ont connue beaucoup de pays européens.

Les consommateurs ont absorbé sans trop de difficulté ce surplus de production. La consommation de burgers est pourtant le seul segment de marché vraiment dynamique. Le prix européen est resté proche de la stabilité et les importations stables.

Production et consommation de viande bovine Union Européenne



Source : Commission Européenne Short-term Outlook

# Porcs

## Chute des prix

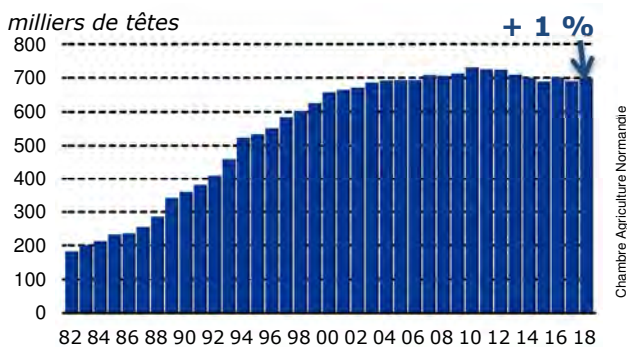
### Le prix de vente en recul de 11 %

Sur l'ensemble de l'année 2018, les prix des porcs charcutiers ont reculé de 11% à 1,34 euro par kilo (prix payé éleveur toutes plus-values incluses). Les cotations n'ont pas connu leur envolée habituelle de milieu d'année.

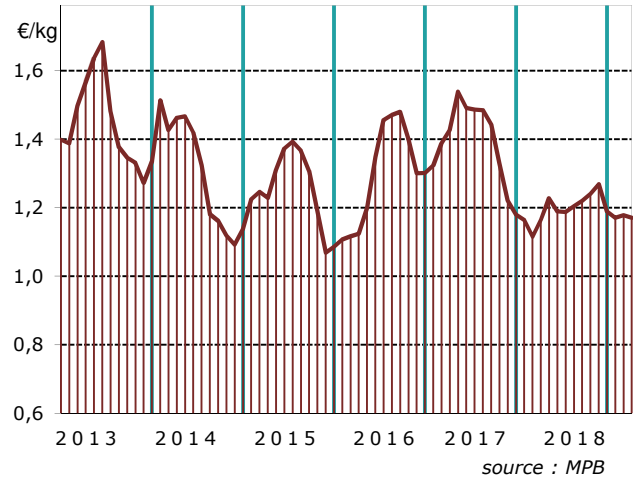
Cette chute de prix a touché tous les pays européens : les prix ont baissé de 10 à 18 % selon les pays. Elle est due à la hausse de la production européenne, qui a été proche de 3 % en 2018. Les ventes sur le marché mondial étant à peu près stables, l'excédent de production a maintenu les prix au plancher durant toute l'année.

*Tendance 2019 : L'évolution de l'épidémie de FPA sera déterminante sur le marché. Que la France ou l'Allemagne soit touchée et cela effacera l'effet positif que pourraient avoir les achats chinois, qui eux sont déjà touchés par le virus.*

### Production manchoise de porcs



### PORC prix de base au cadran



### Production : hausse de 1%

La production manchoise a renoué avec une petite hausse en 2018, jouant toujours avec la barre des 700 000 porcs charcutiers.

La Manche est à l'unisson de la production sur la France entière dont la production a augmenté de 2 %.

Au niveau européen, la production a augmenté de 3 %, tirée par la production en Espagne (+5 %).

L'année 2018 a été marquée dans la Manche par la fermeture des abattoirs AIM, qui étaient le seul abattoir situé dans le département. Les abattages de l'essentiel de nos porcs s'effectuent maintenant dans les abattoirs bretons.

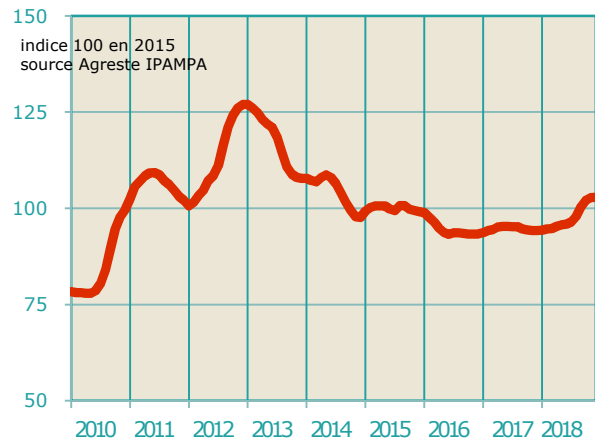
### Prix de l'aliment : stabilité

Le prix de l'aliment porc a augmenté de 3 % sur l'ensemble de l'année 2018. Mais la hausse s'est concentrée sur les derniers mois. L'aliment IFIP termine ainsi l'année à un niveau 9 % plus élevé qu'en janvier !

### Bonne rentabilité en 2017

Avec un prix de l'aliment en hausse de 3 % et une chute de prix de 11 %, la rentabilité des élevages sur l'ensemble de l'année 2018 (indicateur de marge IFIP) s'est fortement dégradée par rapport aux niveaux de 2016 et 2017, mais sans atteindre les niveaux très bas de 2014 et 2015.

### Prix de l'aliment porc



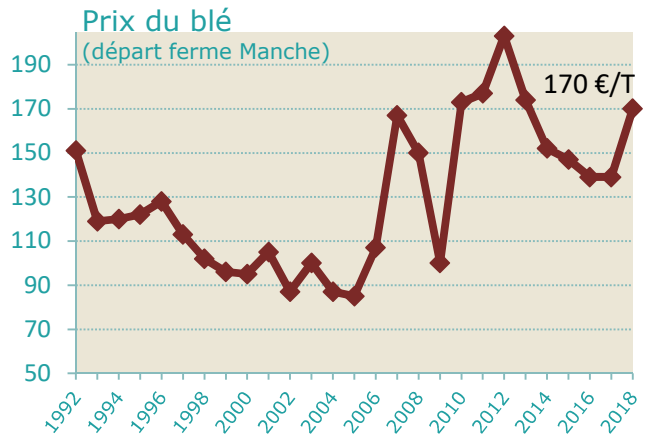
# Céréales

## Retour à de bons prix

**Rebond du prix du blé :** après 5 années consécutives de baisse, le prix du blé retrouve des couleurs et progresse de 22 %.

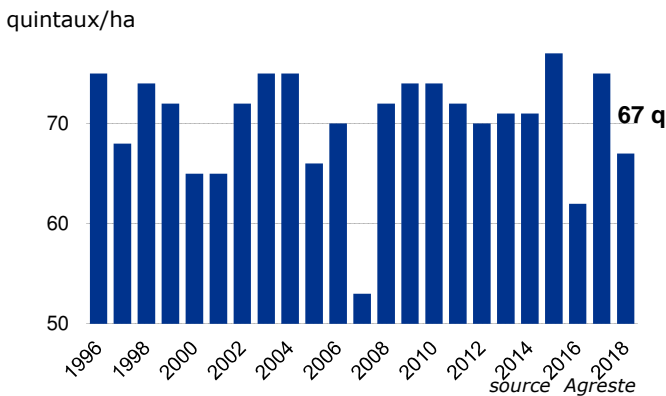
Le prix moyen du blé payé dans la Manche s'établit autour de 170 euros par tonne pour la récolte 2018. Ce chiffre est une moyenne pondérée entre les ventes par contrat avant moisson, les ventes à la récolte au prix ferme ou au prix campagne et les ventes de blé stocké pendant l'hiver.

La production mondiale a reculé, notamment en raison de la sécheresse qui a affecté le Nord de l'Europe.



source Chambre d'agriculture Normandie d'après collecteurs & FranceAgriMer

## Rendement départemental du blé



**Rendement des céréales :** après une moisson 2017 correcte, la récolte 2018 a été moins bonne : le rendement du blé, à 67 quintaux, est 10 quintaux plus faible que son record historique de 2015 (77 q).

Le rendement des orges a aussi été en régression à 59 quintaux (- 8 q)

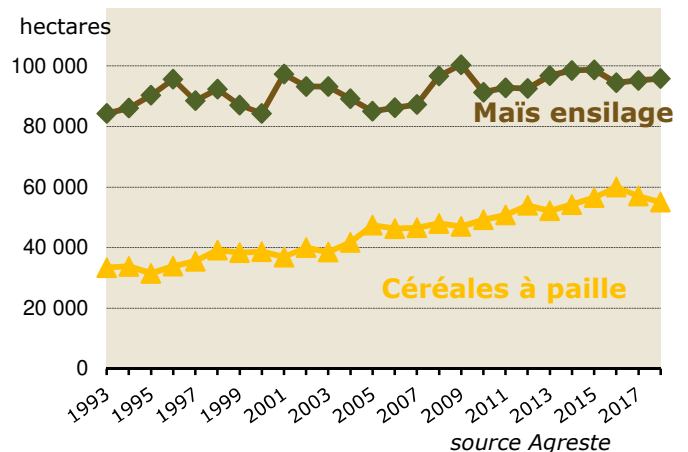
Seul le maïs-grain a tiré son épingle du jeu de cet été en progressant à 96 quintaux (+8 q).

**Assolement départemental :** les surfaces de céréales ont reculé en 2018 pour la seconde année de suite. S'agit-il là d'une inflexion durable ?

La surface départementale de maïs-ensilage a peu évolué, à 96 000 hectares en 2018. La croissance de notre collecte laitière, ces dernières années, s'est réalisée sans recours à des surfaces supplémentaires de maïs-ensilage.

**Collecte céréalière en baisse :** pour la récolte 2018, les livraisons départementales de céréales sont en repli à 317 000 tonnes (- 17 000 tonnes). Ces ventes aux organismes stockeurs représentent 76 % des volumes récoltés, le reste étant destiné à nourrir le bétail des exploitations.

## Surfaces de cultures





# Consommations intermédiaires

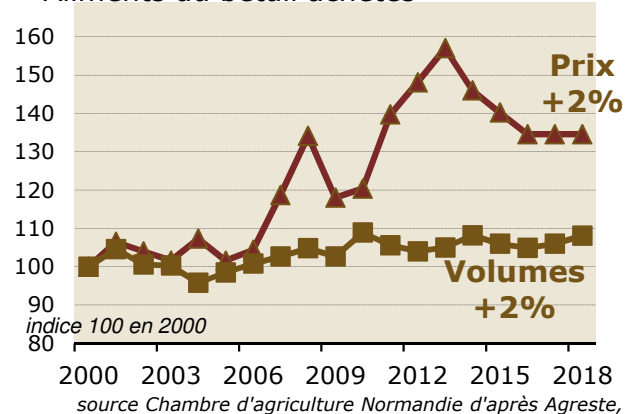
## Les charges repartent à la hausse

**Le prix des aliments du bétail a augmenté de 2 % en moyenne sur l'année 2018**, et même davantage en fin d'année. Il reste à un niveau élevé par rapport à 2000 (+ 35 %).

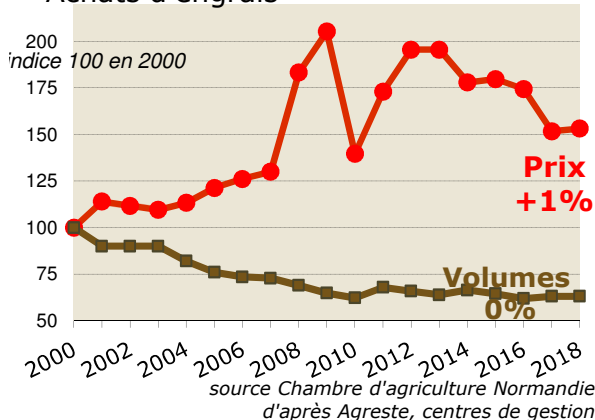
Les quantités achetées sont en progression, notamment en aliments pour les bovins où la mauvaise saison de pâturage a induit des achats plus importants.

*Tendance 2019 : l'année démarre avec un niveau de prix élevé, notamment des céréales. La récolte de cet été pourrait amener une détente sur les prix. Les tourteaux pourraient aussi voir leur prix refluer.*

Aliments du bétail achetés



Achats d'engrais



**Après la forte décreue des prix en 2017, les prix des engrais utilisés pour la récolte 2018 ont marqué une petite reprise (+1%)**, notamment en ammonitrate, toujours dépendant des prix de l'énergie.

Les quantités épandues ont été stables en culture mais marquent une petite hausse sur les prairies.

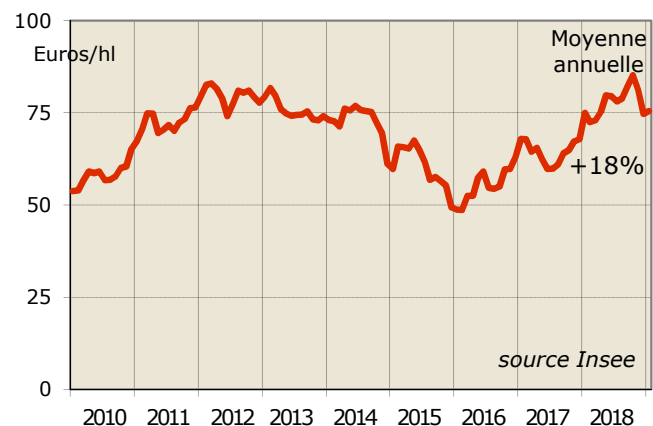
*Tendance 2019 : au début de campagne les engrais marquent une nette hausse comprise entre 10 et 15 %.*

**Le prix des carburants a de nouveau progressé en 2018**, plus 18 % en moyenne sur l'année. Il retrouve ses sommets de 2012, même si la fin d'année connaît un reflux.

Le mécanisme de remboursement partiel de la TIPP en agriculture qui existait depuis plusieurs années, sera transformé en 2019 en une déduction de ces taxes, dès l'achat.

*Tendance 2019 : L'Agence Internationale de l'Energie table sur un baril de Brent à 61 dollars en moyenne cette année, après 71 dollars en 2018, soit une baisse de 14 %. Cependant l'évolution de la parité monétaire euro/dollar peut nous faire ressentir différemment cette baisse.*

Prix du gazole (GNR)



# Autres charges

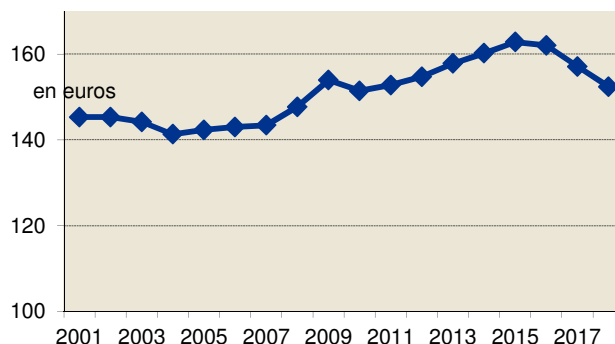
## Les investissements bâtiment doublent

**L'indice national du fermage recule de 3 % en 2018, comme en 2017.**

L'indice national, qui détermine les évolutions des fermages en cours de bail, a été fixé en baisse de 3 % en septembre 2018. C'est la troisième année de recul.

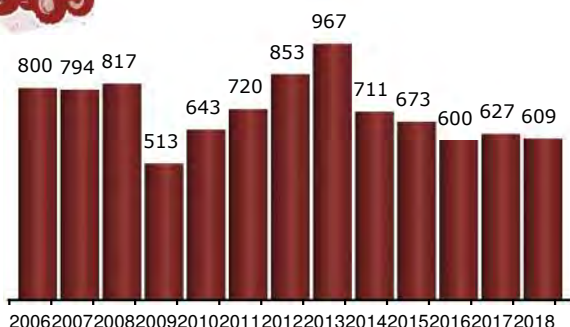
Le recul du poste fermage de l'ensemble des fermages (en cours et renouvelés) montrent une diminution moindre.

Fermage moyen par hectare



source Chambre d'agriculture Normandie d'après Agreste, centres de gestion

Immatriculations tracteurs neufs dans la Manche (tracteurs standards)



source Axema

### Achats de tracteurs neufs : la Manche cède la tête

L'année 2018, avec 609 tracteurs standards achetés (-3 %) montre une petite baisse des investissements matériels. En 2018, s'est terminé le dispositif fiscal de suramortissement à 140 %. Le nouveau dispositif ne concerne pas l'agriculture.

La Manche cède la première place du podium des départements français, pour la première fois depuis 2012.

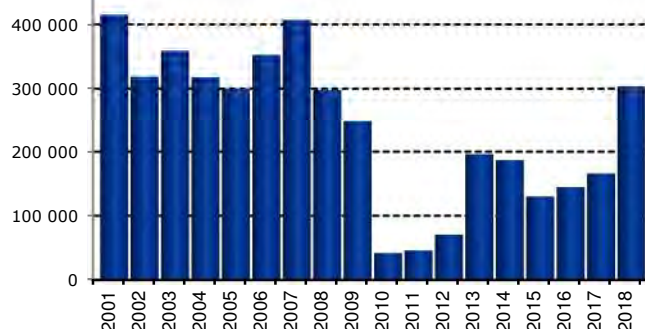
Les prix des tracteurs ont poursuivi leur hausse : +5 % en moyenne annuelle 2018.

**Les investissements en bâtiments agricoles en nette reprise :** La surface de bâtiments agricoles commencés en 2018 marque une spectaculaire progression de 85 % par rapport à 2017, à 304 000 m<sup>2</sup>.

Les constructions dans la Manche représentent cette année la moitié des constructions de bâtiments agricoles en Normandie.

Locaux agricoles commencés dans la Manche

source : sit@del - en m<sup>2</sup>



# Subventions

## Des aides en recul

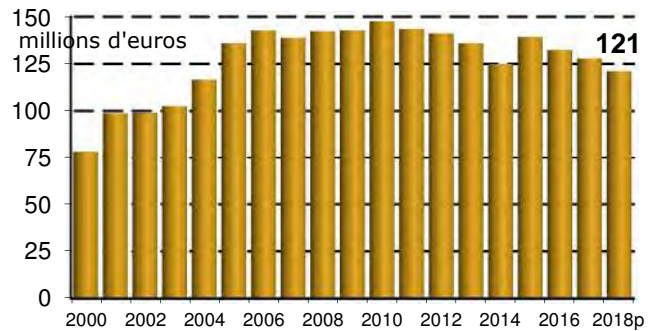
**Le total des aides directes 2018 devrait diminuer de 5 % pour s'établir à 121 millions d'euros.** Il s'agit ici des aides comptabilisées selon l'année de demande. Il s'agit ici de toutes les aides à l'exception des aides au capital (DJA, PCAE) et des dégrèvements de cotisations sociales exploitants.

Le retard accumulé par l'administration française dans le versement des aides rend toutefois cette estimation fragile. Au début 2019, toutes les aides 2017 ne sont pas totalement versées, tout comme une partie des aides 2018.

L'année 2018 a été marquée par une baisse de toutes les aides du 1<sup>er</sup> pilier (aides découplées et aides couplées : DPB, ABA, ABL,..) suite à la décision du gouvernement français de transférer 4 % des aides vers le second pilier dont le budget était insuffisant. Le gouvernement a aussi décidé de ne pas relever la part attribuée au paiement redistributif (sur les 52 premiers hectares).

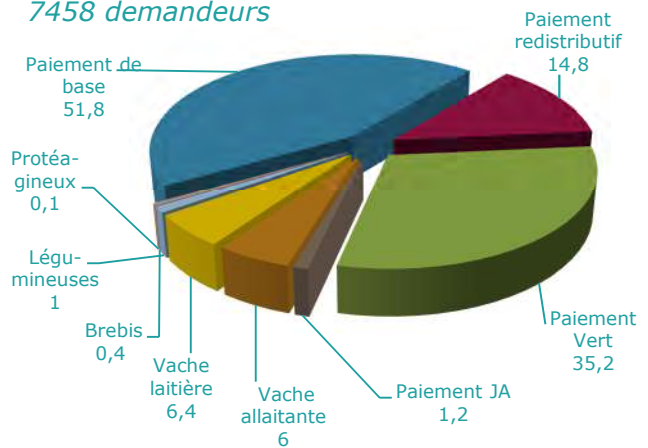
A partir de 2019, une partie de la Manche sera éligible à l'ICHN : Indemnité Compensatrice de Handicap Naturel.

Total des aides directes reçues (hors aides au capital)



source Chambre d'agriculture Normandie d'après ASP, Agreste

Aides Directes 2017 de 1er pilier en millions d'euros  
7458 demandeurs



# Revenu départemental 2018

## Le revenu agricole proche du niveau 2017

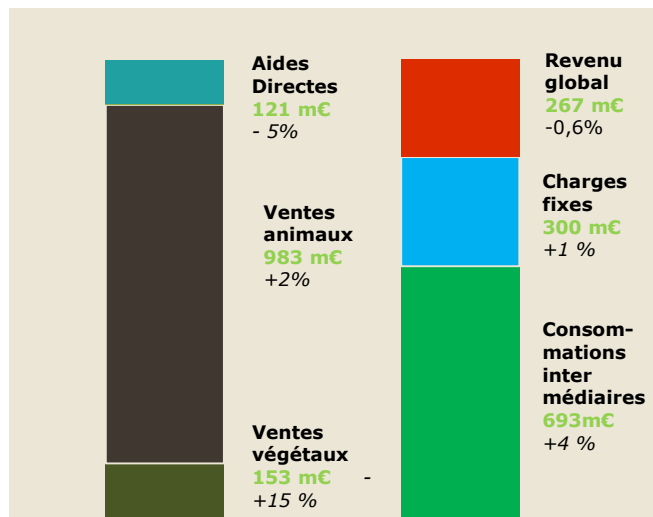
En 2018, le revenu global de la ferme Manche s'établit à 267 millions d'euros. Il a reculé de 2 millions d'euros par rapport à 2017 (-0,6 %).

**Les prix des produits agricoles ont augmenté de 1,3% en moyenne, après + 8% en 2017 :**

- ▲ lait : + 0,5%
- ▲ viande bovine : -0,7%
- ▲ viande porcine : - 12 %
- ▲ céréales + 23 %
- ▲ légumes + 13 %

Dans le même temps, **les consommations intermédiaires ont progressé de 4 %** et les autres charges de 1 %.

### Compte agricole départemental Manche (en millions d'euros et évolution par rapport à 2017)



### Contributions négatives pour le revenu

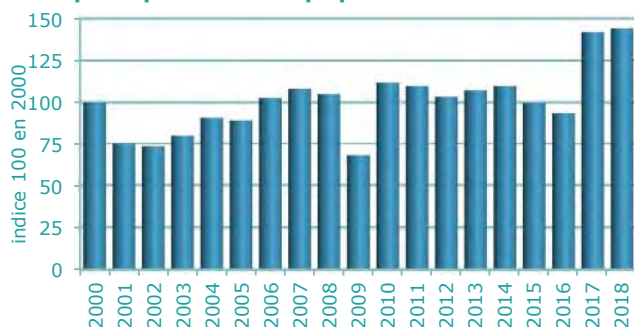
- 11 Porcs
- 11 Aliments bétail
- 8 Carburants
- 7 Subventions
- 4 Salaires
- 3 Travaux par tiers
- 3 Veaux de boucherie
- 2 Entretien
- 1 Amortissements
- 1 Chevaux
- 1 Semences

Évolution de 2017 à 2018 en millions d'euros

### Contributions positives pour le revenu

- Lait + 21
- Légumes&Pdt + 14
- Gros bovins + 7
- Céréales + 6
- Intérêts + 2
- Fermages + 2

### Manche : revenu par équivalent-temps plein non salarié



source Chambres d'agriculture de Normandie

Le revenu en euros courants est à diminuer de l'inflation (+0,9%) pour obtenir le revenu réel.

Ce revenu réel est ensuite divisé par le nombre d'actifs non-salariés, qui recule cette année de 3 %.

L'indicateur de revenu par actif non-salarié, en terme réel, ressort donc à + 1,6 % par rapport à 2017, où il avait progressé de 52 %.

*Ces chiffres sont encore prévisionnels et pourront être révisés ultérieurement à la marge, quand toutes les statistiques seront disponibles.*



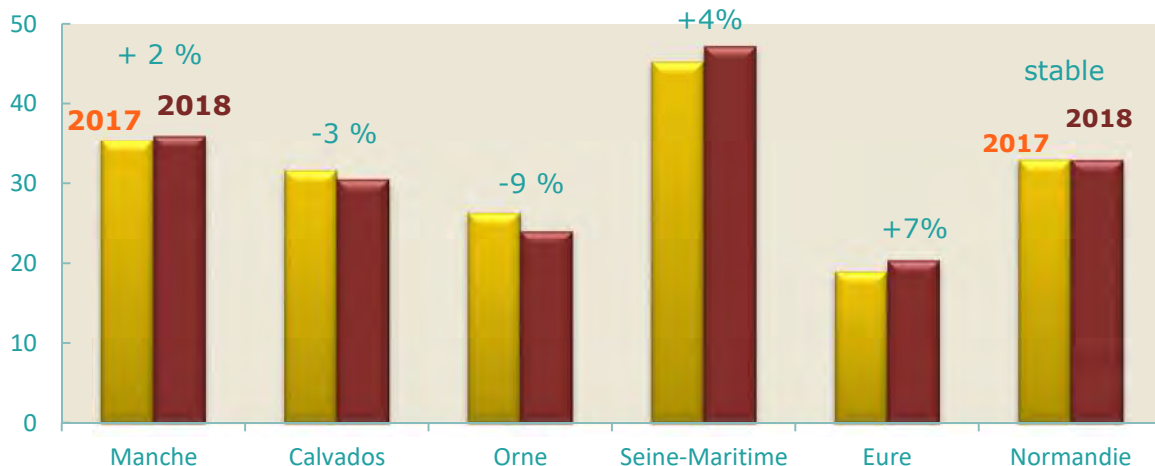
# Revenus en Normandie

## Peu d'évolutions majeures

Les revenus agricoles des départements normands connaissent des évolutions moins spectaculaires que l'année précédente : les fluctuations s'étagent seulement entre - 9 % à + 7%.

Sur l'ensemble de la Normandie, le revenu d'un actif agricole non-salarié est stable entre 2017 et 2018.

### Normandie : revenu par équivalent-temps plein non salarié des exploitations professionnelles (avant cotisations sociales, en milliers d'euros constants)



source Chambres d'agriculture de Normandie

**Revenu agricole France :** L'INSEE a estimé l'évolution du revenu net par actif non salarié de la Ferme France à + 18,3 % en 2018 (Commission des comptes de l'agriculture du 18 décembre 2018)

## Méthode

Les résultats de la " Ferme Manche " sont calculés par les Chambres d'agriculture de Normandie suivant une méthode proche de celle définie par l'INSEE.

Les résultats publiés ici sont des calculs prévisionnels. Ils sont établis avec des statistiques couvrant selon les cas 9 à 12 mois. Ces chiffres doivent être utilisés avec précaution. C'est particulièrement vrai pour le revenu qui est très sensible à de petites erreurs d'estimation des postes de produits ou de charges.

L'expérience montre qu'un écart de 5 % sur le revenu peut exister, entre le prévisionnel présenté ici, et le chiffre qui sera retenu en définitif un an plus tard, lorsque toutes les données statistiques seront disponibles.

## Remerciements

Les Chambres d'agriculture de Normandie collectent auprès des organismes professionnels et des administrations les éléments permettant d'apprécier les évolutions de l'agriculture départementale.

Nos remerciements vont aux nombreux organismes et opérateurs qui ont fourni des données pour la réalisation de ce document : le Ministère de l'agriculture (le SRISE, la DDTM, FranceAgriMer), la MSA, le Ministère des Finances, l'EDEN, les groupements de producteurs de porcs, de bovins, AGRIAL, le Crédit Agricole Normandie, les Centres de gestion ASNormandie et Cerfrance Normandie-Maine avec lequel la Chambre d'agriculture de Normandie a conclu un partenariat pour cette étude annuelle.

# Compte prévisionnel 2018 Manche

PRODUCTIONS	Valeur 2017 Millions euros	Indice volume	Indice prix	Valeur 2018 Millions euros	Indice valeur
Céréales	45,8 M€	92	123	52,0 M€	114
Oléagineux	4,1 M€	93	104	3,9 M€	97
Protéagineux	0,2 M€	95	138	0,2 M€	131
Plantes industrielles (betterave, lin...)					
Produits maraîchers et horticoles	74,2 M€	99	120	87,9 M€	118
Pommes de terre	2,4 M€	76	178	3,2 M€	135
Fruits	6,4 M€	92	99	5,9 M€	92
Autres produits végétaux		-	-		
<b>TOTAL PRODUITS VEGETAUX (hors aides)</b>	<b>133,1 M€</b>	<b>95,5</b>	<b>120,5</b>	<b>153,2 M€</b>	<b>115,1</b>
Lait	594,4 M€	103	100	615,9 M€	104
Gros bovins	168,6 M€	105	99	175,5 M€	104
Veaux de boucherie	37,2 M€	91	101	34,0 M€	92
Porcins	98,9 M€	101	88	88,2 M€	89
Ovins	5,9 M€	100	101	6,0 M€	101
Volailles	32,5 M€	100	100	32,3 M€	100
Equins	10,1 M€	103	92	9,6 M€	95
Œufs	23,4 M€	100	97	22,6 M€	97
Autres produits animaux (yc animaux d'élevage)	-2,7 M€	-	-	-1,2 M€	44
<b>TOTAL PRODUITS ANIMAUX (hors aides)</b>	<b>968,2 M€</b>	<b>102,7</b>	<b>98,8</b>	<b>982,9 M€</b>	<b>101,5</b>
<b>PRODUITS AGRICOLES (hors aides)</b>	<b>1 101,3 M€</b>	<b>101,9</b>	<b>101,3</b>	<b>1 136,1 M€</b>	<b>103,2</b>
Aides végétales couplées	1,3 M€			0,2 M€	17
Aides animales couplées	12,7 M€			12,3 M€	97
<b>ACTIVITE DE SERVICES (agrotourisme)</b>	<b>2,6 M€</b>	<b>99,0</b>	<b>102,5</b>	<b>2,6 M€</b>	<b>101,5</b>
<b>TOTAL PRODUITS AGRICOLES</b>	<b>1 117,9 M€</b>			<b>1 151,2 M€</b>	<b>103,0</b>

CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES	Valeur 2017 Millions euros	Indice volume	Indice prix	Valeur 2018 Millions euros	Indice valeur
Semences et plants	41,1 M€	103	99	41,9 M€	102
Energie et lubrifiants	53,5 M€	104	112	61,9 M€	116
Engrais et amendements	42,2 M€	100	101	42,6 M€	101
Produits de protection des cultures	21,5 M€	100	100	21,5 M€	100
Dépenses vétérinaires	37,1 M€	99	102	37,5 M€	101
Aliments pour animaux achetés	263,2 M€	102	102	274,0 M€	104
Entretien du matériel	39,2 M€	100	103	40,2 M€	103
Entretien des bâtiments	17,5 M€	104	102	18,6 M€	106
Services de la branche agricole	84,3 M€	102	102	87,6 M€	104
Autres biens et services	65,7 M€	100	102	67,2 M€	102
<b>CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES</b>	<b>665,4 M€</b>	<b>101,9</b>	<b>102,3</b>	<b>693,1 M€</b>	<b>104,2</b>

INDICATEURS DE REVENU	Valeur 2017 (M€)	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
+ Production (hors TVA)	1 117,9 M€	1 151,2 M€	103
- Consommations intermédiaires (hors TVA)	665,4 M€	693,1 M€	104,2
<b>VALEUR AJOUTEE BRUTE</b>	<b>452,5 M€</b>	<b>458,1 M€</b>	<b>101,2</b>
- CCF	142,0 M€	143,4 M€	101
<b>VALEUR AJOUTEE NETTE</b>	<b>310,6 M€</b>	<b>314,7 M€</b>	<b>101,3</b>
+ Subventions d'exploitation	113,8 M€	108,6 M€	95
<i>Dont aides découplées</i>	<i>102,9 M€</i>	<i>97,7 M€</i>	<i>95</i>
- Charges salariales	65,6 M€	69,6 M€	106
- Impôts fonciers et autres impôts	16,1 M€	16,0 M€	99
- Intérêts	21,0 M€	19,3 M€	92
- Charges locatives nettes	53,2 M€	51,6 M€	97
<b>REVENU NET D'ENTREPRISE (€ courants)</b>	<b>268,5 M€</b>	<b>266,8 M€</b>	<b>99,4</b>
RNE des EA professionnelles (valeur constante)	258,5 M€	254,7 M€	98,5
UTA non salariées (exploitations professionnelles)	7 306	7 087	97,0
<b>RNE par UTAF professionnelle valeur constante</b>	<b>35 383 €</b>	<b>35 934 €</b>	<b>101,6</b>

<b>Prix du PIB</b>
100,9

# Indicateurs clés dans la Manche

## Agriculture et IAA pèsent deux fois plus qu'au niveau national

	2017*	%	% France
Emplois totaux	190 862	100 %	100 %
Emplois agricoles	11 893	6,2 %	2,3 %
Emplois IAA	7 552	4,0 %	2,1 %

INSEE\* 31 décembre 2017, tableaux économiques

## Baisse rapide du nombre d'exploitation depuis 2000

RA 2010	Nombre 2010	Tendance / an (2010-2000)	SAU moyenne 2010
Exploitations moyennes et grandes	5 439	- 2,6 %	71,2 ha
Exploitations petites*	5 889	- 6,1 %	6,7 ha

\* Production brute standard < à 25 000 €

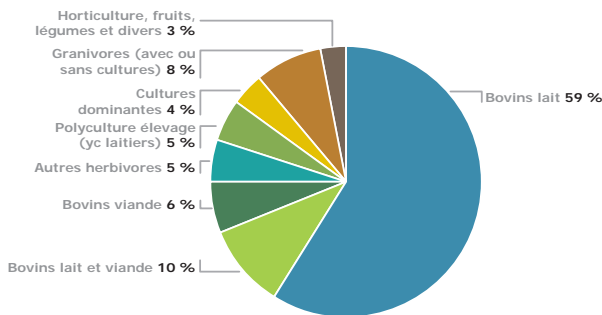
RA 2000 et 2010

## Le salariat agricole en hausse

	Nombre 2017	Tendance / an (2007-2017)
Emplois salariés agricoles (nombre de postes)	4 291	2,1 %

INSEE, tableaux économiques

## Prépondérance des systèmes laitiers



RA 2010, 5 439 exploitations moyennes et grandes

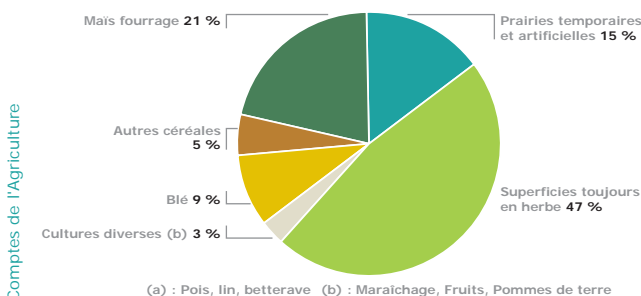
## Effectifs animaux : les vaches et les volailles en progression

2017	Effectifs présents (têtes)	Densité/ km <sup>2</sup> de SAU	Évolution annuelle moyenne des effectifs 2012-2017	Densité France
Vaches laitières	246 444	55	0,9 %	12
Vaches allaitantes	52 078	12	1,1 %	14
Autres bovins	459 557	102	- 0,2 %	39
Ovins*	153 557	7	- 3,4 %	24
Porcins	386 200	86	- 0,4 %	45
Poulets de chair*	5 587 000	268	0,6 %	548
Équins*	78 338	4	- 1,5 %	1

\*Chiffres Toute Normandie

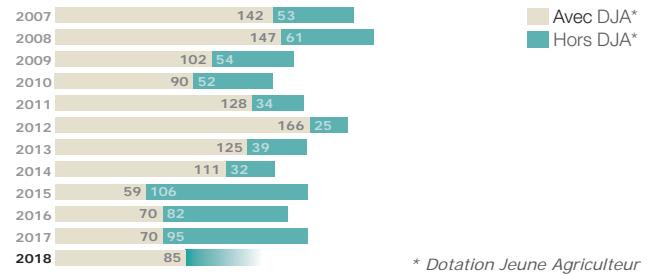
SAA 2017

## Répartition de la SAU territoriale



Comptes de l'Agriculture

## Nombre d'installations de moins de 40 ans



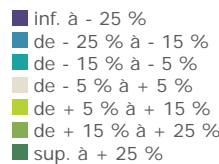
Chambres d'agriculture

Les démarches	Nombre d'exploit.	
CBPE Chartre de bonnes pratiques d'élevage 2018	3 166	
PCEA Aides à l'investissement exploitations (mesures 411) - Engagements 2018	158	11 240 K€
	12	410 K€
MAEC Engagements 2015 14-50-61 : nb de contrats et montants pour 5 ans	1 677	62 350 K€
	1 610	47 214 K€
AB Conversion Engagements 2015 14-50-61	333	9 740 K€
AB Maintien Engagements 2015 14-50-61	388	7 770 K€
AB Conversion & Maintien Engagements 2015 14-50-61	721	17 510 K€
AB Conversion & Maintien Engagements 2016-2018 Prévisionnel 14-50-61	1 502	35 800 K€
AB Agriculture biologique : nb d'exploitations et surface (yc conversion) en 2017	490	24 875 ha

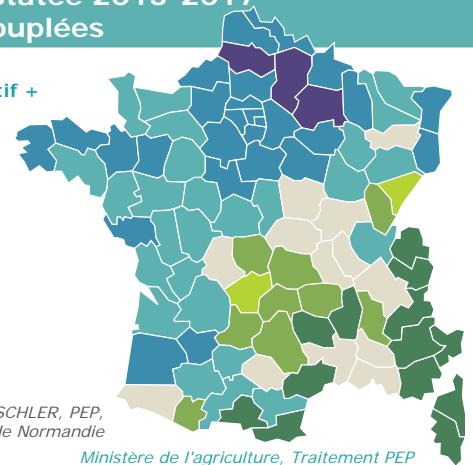
Région Normandie - GIE Prolaivia HN - Cirivbn - Agence Bio

## Évolution constatée 2013-2017 des aides découplées

(DPB + Aide verte + Paiement redistributif + Aide JA de 1<sup>er</sup> pilier)



Manche : - 14 %



Cartographie : Jean HIRSCHLER, PEP, Chambres d'agriculture de Normandie

Ministère de l'agriculture, Traitement PEP

## Aides découplées

2017	Nombre de bénéficiaires	Montant (K€)	Valeur par bénéficiaire	
			Manche	France
Droit Paiement Base	7 458	51 800	6 940 €	9 530 €
Aide Verte	7 416	35 200	4 740 €	6 450 €
Paiement redistributif	7 458	14 800	1 980 €	2 180 €
Paiement JA	553	1 200	2 100 €	2 050 €
<b>Total paiements découplés</b>		<b>103 000</b>		

Ministère de l'agriculture (paiements au 30 juin 2018)

## Répartition de la surface

Hectare	2017	Évolution annuelle en ha/an 2012-2017
SAU département	450 600	- 1 280
Dont surface toujours en herbe	209 670	- 2 726
Surfaces boisées	69 700	240
Autres surfaces	78 856	1 040
Surface Totale	599 156	

SAA 2017

# Zoom sur...

## La nouvelle carte des zones défavorisées en Normandie

La révision du découpage géographique des zones défavorisées dans la PAC est enfin terminée, après une phase de calage entre Paris et Bruxelles qui a duré plusieurs années. Dès 2019, les agriculteurs pourront demander les Indemnités Compensatoires de Handicap Naturel (ICHN) selon cette nouvelle cartographie.

En France, le nombre de communes incluses augmente d'un quart. En Normandie il est multiplié par deux, et très peu de communes sortent, par rapport à l'ancien zonage.

La réforme concerne toutes les zones hors montagne et s'applique à partir des déclarations PAC 2019.

Elle conditionne la perception de l'ICHN et le niveau de la Dotation Jeune Agriculteur (DJA).

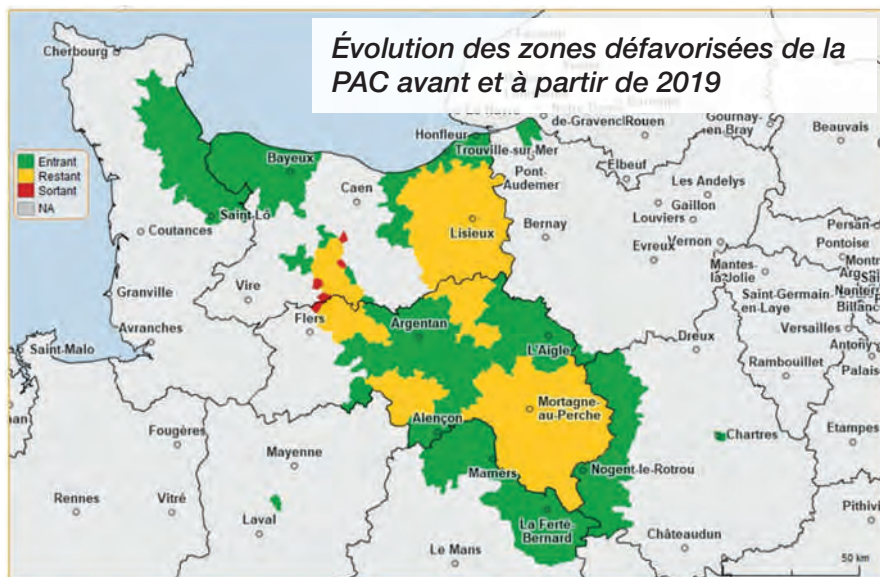
En Normandie, les anciennes zones concernaient une partie de l'Orne et du Calvados. Ces communes sont maintenues en très grande majorité (seules 5 communes sont sortantes), en particulier les secteurs sensibles du Val d'Orne, du bassin de Carrouges et du Pays d'Auge.

Le nouveau zonage s'étend significativement en Normandie, surtout dans l'Orne, mais aussi dans le Calvados et – c'est nouveau - dans la Manche. Seules dix communes de l'Eure (Marais Vernier) entrent dans le zonage, aucune en Seine Maritime.

Au total, en Normandie, le périmètre couvert passe de 381 à 823 communes :

Département	Nombre de communes				Total général
	restant hors zonage	sortantes	restant incluses	entrantes	
14	278	4	180	175	637
50	431			96	527
61	59	1	196	166	422
27	617			10	627
76	742				742
<b>Normandie</b>	<b>2 127</b>	<b>5</b>	<b>376</b>	<b>447</b>	<b>2 955</b>

L'ancien zonage représentait 10,4 millions d'euros annuels pour la Normandie, montant qui pourrait donc grossièrement doubler à dispositif égal pour 2019. Toutefois les modalités d'attribution risquent d'évoluer ensuite (extension de l'ICHN au secteur végétal ?). Les effets d'une telle refonte, potentiellement importants, restent à évaluer dans ce cas.



© Maaf 2012 - IGN GéoFla 2010 - Source : Agreste - Traitement réalisé par le Pôle Economie et Prospective des Chambres d'agriculture de Normandie.

### Pôle économie et prospective des Chambres d'agriculture de Normandie

Élodie TURPIN, Eure  
Philippe LEGRAIN, Manche  
Jean HIRSCHLER, Orne  
Florian FOUGY, Seine-Maritime  
Tanguy RELAVE (apprenti), Normandie  
Michel LAFONT, Normandie

### En partenariat avec

Thierry COURVALET, AS Normandie  
Alain DUMONT, Cerfrance Seine Normandie  
Mélanie JUGE, Cerfrance Normandie Maine  
Claudine MALHERBE, Cerfrance Normandie Maine  
Érick BOSSARD, Cerfrance Normandie Maine



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»